PREMIERE SERIE. — N° 5. MENSUEL L'EXEMPLAIRE: 16 PAGES - 30 Fr. JUIN 1952

CONTRE COURANT

RENCONTRE AVEC VAN LIERDE

PARTANT à Bruxelles visiter Hem Day qui fêtait ses cinquante années d'âge et ses trente années de propagande il était naturel que je prenne mes dispositions pour rencontrer Jean Van Lierde, l'objecteur de conscience belge, dont les démêlés avec la justice militaire du pays voisin commencent à être connus en France.

Je fus servi par la chance. Ma visite coïncida avec un jour de repos du néo-mineur exilé dans le bassin de Charleroi par mesure exceptionnelle.

De prime abord Van Lierde attire la sympathie. C'est un grand jeune homme de vingt-trois ans, bien proportionné, d'une énergie exceptionnelle qui inflige le plus cinglant démenti à ceux qui représentent les objecteurs comme des êtres lâches et peureux. Le courage de ce dessinateur industriel, jeté chaque nuit dans le trou noir de la mine, à 1.035 mètres de fond, travaillant du pic ou roulant des berlines dans la chaleur étouffante, pour ne pas s'être plié à la loi qui oblige tout jeune de vingt ans à porter l'uniforme militaire et accepter ce qu'il représente, n'est pas à démontrer. Il se ressent d'instinct dès qu'on entend parler Van Lierde de sa voix calme, posée, attachante par son léger accent du pays belge.

On reste silencieux lorsqu'il expose avec simplicité son action passée et celle qu'il compte développer si satisfaction n'est pas donnée à sa demande d'un statut des objecteurs pour la Belgique et de libération de ses camarades d'idée emprisonnés. Ce silence est imposé par les sentiments qui bouillonnent en vous à mesure que vous découvrez la mâle force intérieure qui anime Van Lierde, force qui n'est point du mysticisme, mais de l'assurance, de la certitude, celles d'être sur une voie droite, sans courbe possible, qui mène à la suppression radicale de la guerre par l'abolition de tout ce qui touche à l'armée, instrument des conflits armés.

Et quelle que soit votre opinion sur l'efficacité de l'objection de conscience, même si vous pensez — et c'est mon cas — qu'elle ne suffira pas à abattre le monstre militariste, qu'il faudra lui adjoindre d'autres tactiques, il ne reste qu'à s'incliner bien bas devant tant de fermeté alliée à tant de simplicité.

Mais que vient faire la mine, et l'obligation de s'y rendre chaque jour, dans cette affaire d'objection de conscience? Cette question nombreux seront les lectrices et lecteurs qui se la poseront. Je vais donc mettre la charrue avant les bœufs — car j'ai l'intention d'exposer minutieusement le cas Van Lierde dans nos colonnes — et commencer par décrire la situation actuelle qui découle d'une lutte engagée depuis bientôt trois ans.

Lorsqu'en 1945 la Belgique fut débarrassée de l'occupation allemande elle eut un besoin énorme de charbon. Or le

Belge — tout comme le Français — boude la mine. Il la connaît depuis si longtemps! Obligation donc d'enrôler à son service des ouvriers étrangers, Polonais et Italiens en majorité, qui par leur situation d'émigrants deviennent une proie facile pour les porions soucieux de les faire trimer sans relâche. Pour pallier un état de fait désastreux, quant à la production charbonnière, le premier ministre socialiste Van Acker fit voter par la Chambre une loi exemptant du service militaire les ouvriers mineurs de fond, à la condition qu'ils s'engagent à accomplir ce travail jusqu'à l'âge de vingt-huit ans. Par parenthèse cette loi, portant cependant en elle-même une sorte de sanction, en même temps qu'une atteinte à la liberté individuelle, jugée sans doute trop libérale, est remise actuellement en question.

En l'occurrence elle a servi d'échappatoire au ministre Degreef fort embarrassé par l'obstination de Jean Van Lierde à ne point accepter d'obligations militaires.

L'article 103 de la loi de milice disant que les citoyens nés avant le 1er janvier 1928 peuvent bénéficier d'un décret spécial du ministre ce dernier se couvrit juridiquement vis-à-vis de Van Lierde en prenant une mesure exceptionnelle envers l'objecteur. Il le mit en demeure de travailler à la mine durant trois années (son âge limitant la sanction) avec un délai de trois mois pour trouver un employeur.

Par ce biais le gouvernement résolvait un problème épineux mais créait un précédent. Van Lierde l'accepta conditionnellement, espérant ainsi ouvrir une brèche sur le plan législatif qui permettrait d'étendre cette mesure à tous les objecteurs. En même temps qu'il acquiesçait il écrivit au ministre et à divers parlementaires pour les aviser de sa résolution à rompre son contrat à la mine si, à la rentrée d'octobre, le statut concernant les objecteurs de conscience n'était pas mis en discussion et rapidement voté, libérant la dizaine de prisonniers qui croupissent au droit commun pour refus de porter les armes. L'alternative se résumera alors à ceci : réemprisonner Van Lierde ou trouver une formule lui donnant satisfaction en reconnaissant, d'une façon ou d'une autre, le droit à l'homme libre d'ignorer la caserne, les camps d'instruction militaire et même les services auxiliaires.

Jean Van Lierde m'a dit ce qu'était le travail de la mine. Comment, déjà exténué par ses emprisonnements successifs, il dut taper dans la veine avec son pic, huit heures par jour, durant trois mois, dans un puits archaïque, car il lui fallut deux mois pour trouver un travail que le gouvernement exigeait mais que les patrons refusaient à l'agitateur (!).

« J'étais « crevé », m'a-t-il dit, mais j'ai tenu. »

Je me réserve, maintenant que j'ai présenté l'homme, de prouver qu'il y a plus de courage dans cet apostolat intransigeant, mais raisonné, que dans la ruée moutonnière des mobilisés, poussés par toutes sortes de peurs sous le feu de l'adversaire, qui trouvent là en nombre une mort que l'on dit glorieuse, mais que les survivants ont mille raisons ensuite de trouver stupide.

Louis LOUVET.

Dans le but de connaitre l'opinion de la population allemande en ce qui concerne différents problèmes extérieurs et surtout au sujet de la défense de l'Europe, l'Institut britannique de recherches Emnid a procédé à un sondage qui ne manque pas d'intérêt. Notons toutefois que le sondage a été effectué à la veille des cérémonies de la signature des accords de Bonn et de Paris.

Sur la première question : « Pensez-vous que l'Allemagne occidentale doive se joindre sans retard à la communauté de défense européenne? », la réponse a été la suivante :

Oui, 32 %; non, 41 %; sans opinion, 27 %.

Il existe de grandes différences entre l'opinion des hommes et celle des femmes, comme le montrent les chiffres ci-dessous :

	Hommes	Femmes
Oui	40 %	25 %
Non	49 %	34 %
Sans opinion	11 %	41 %

Deuxième question : « Pensez-vous qu'une Allemagne unifiée doive être prête à prendre une part dans la défense de l'Europe ou pensez-vous qu'elle doive rester neutre? »

Réponse :

Prendre part à une défense armée	34 %
Rester neutre	52 %
Sans opinion	14 %

Un examen plus détaillé des chiffres montre que 44 % des hommes désirent prendre part à la défense de l'Europe : mais seulement 25 % des femmes.

La question s'est posée également de savoir si l'Allemagne inclinait vers une alliance avec l'Ouest ou avec la Russie.

Au cours des années d'après-guerre jamais plus de 2 % n'inclinaient vers une alliance avec l'Est. Aujourd'hui cette proportion est tombée à 1 %; mais 41 % estiment qu'une alliance doit être conclue avec l'Ouest et 44 % sont partisans de la neutralité à l'égard des deux zones.

UNE DE NOS CAMARADES, travaillant aux P. T. T., recherche chambre avec possibilité de cuisiner ou pension chez camarades pouvant la loger. Ecrire : *Mlle Nauleau*, Foyer des P. T. T., 20, rue de Navarin, Paris (9e).

Ce qu'il faut dire

Une polémique ardente se poursuit aux Etats-Unis autour du livre *Les Etats-Unis et l'Espagne* que vient de publier Carlton J. H. Hayes, professeur et ancien ambassadeur à Madrid du gouvernement de Washington.

Le professeur Hayes plaide la cause d'un rapprochement toujours plus intense avec Franco. Ce faisant, il s'efforce de présenter comme communistes ou « dupes des communistes » tous ceux qui furent sympathiques à l'Espagne républicaine — et il dépeint le Caudillo comme le premier défenseur de la « libre civilisation occidentale » contre les totalitaires communistes — Il ne fait que mentionner en passant que *Mussolini* envoya au général factieux des dizaines de milliers de soldats réguliers pour l'aider dans sa guerre civile, que *les nazis* lui fournirent des spécialistes et des avions et que *Staline* est encore aujourd'hui un de ses principaux fournisseurs et clients. Notons que, pour M. Hayes, la guerre déclenchée par le bourreau de l'Espagne fut l' « acte de résistance » d'une libre nation occidentale à l'introduction du totalitarisme stalinien — camouflé sous la forme aujourd'hui bien connue de la « démocratie populaire ». M. Hayes ne sait-il donc pas que la libre *résistance espagnole* eut pour base et soutien exclusifs l'Espagne antifranquiste tragiquement prise au piège entre deux totalitarismes rivaux? C'est elle qui, tout en luttant héroïquement contre l'Axe, opposa son esprit libertaire aux envahissements sournois des agents de Moscou, cinquième colonne à laquelle, dans un dernier sursaut de révolte, elle cassa les reins.

Sans doute, les bolchevicks et les phalangistes ont une manière à eux d'écrire l'histoire: à les en croire, il n'y aurait eu en Espagne, en 1936, que des disciples de Joseph Staline et de Don Antonio de Rivera. Mais l'histoire telle que l'a refaite M. Hayes est encore *plus fausse*, s'il est possible. Il dénonce, dans la lutte défensive qui a opposé le peuple espagnol à l'armée factieuse soutenue par l'Axe — *le prélude à l'agression stalinienne en Corée* (1) !

On ne saurait donner plus stupidement raison à ses pires ennemis. Ce n'est certes pas Staline qui démentira M. Hayes lorsque ce dernier ose affirmer que les agresseurs nord-coréens de 1952 sont les continuateurs des républicains espagnols (attaqués) en 1936 et que la lutte menée par les « protecteurs de la civilisation occidentale », *Hitler* et *Mussolini*, a trouvé son prolongement dans la guerre froide qui oppose aujourd'hui les U. S. A. à l'U. R. S. S. Mais aucun ami du peuple espagnol, de la démocratie américaine, ou tout simplement de la *vérité*, ne doit laisser passer ce grotesque renversement des rôles sans faire entendre sa protestation. Fort heureusement certaines voix se sont élevées dans ce sens, outre-Atlantique.

De retour d'un voyage en Espagne, M. Robert J. Alexander, professeur d'économie politique à l'Université Rutgers, a vertement répondu à M. Hayes.

« *Les faits scientifiquement établis prouvent que nazis et fascistes furent consultés préalablement au sujet de la rébellion militaire en Espagne, dans les quelques semaines qui précédèrent son déclenchement; à telle enseigne que le général Sanjurgo*, était encore à Berlin, *quelques jours avant le coup de force. L'intervention* militaire *de l'Axe se produisit dès la première quinzaine des hostilités: moi-même, voyageant en Italie en juillet* 1936, *j'appris alors la chose, de source sûre.*

LEÇON D'HISTOIRE A L'USAGE

des démocrates amis de Franco

« *Ce fut la révolte de l'armée qui, pour la première fois dans l'histoire, donna aux communistes une influence et du pouvoir dans le pays. Lorsqu'il fut évident que, seuls, les Russes étaient prêts à aider la République d'une façon sérieuse (?) ils purent poser à leur gré des conditions politiques draconiennes, avant chaque envoi de bateau, et ils commencèrent le noyautage du pays.*

« *Pour un homme qui a passé trois ans comme ambassadeur des Etats-Unis en Espagne le professeur Hayes étale une ignorance surprenante de la politique espagnole. Ainsi il donne constamment le nom de* « radicals » *aux partisans de Manuel Azana, alors que le Parti radical avait pour chef Alejandro Lerroux; et il attribue à Francisco Largo Caballero, comme membre de la Constituante en* 1931, *des opinions révolutionnaires* « *extrémistes* » *qui n'étaient nullement les siennes à cett époque; deux ans auparavant, en fait, ce leader socialiste, considéré comme très modéré, collabora sur le plan administratif avec la dictature de Primo de Rivera; et ce n'est qu'après l'écrasement de la révolte des mineurs asturiens en* 1934 *qu'il devint un véritable* « *homme de gauche* ».

« *M. Hayes tient absolument à faire de Largo Caballero un* allié des communistes *d'un bout à l'autre de la guerre civile. En fait, ce fut, comme chacun sait, l'un des plus constants parmi leurs adversaires; ils renversèrent son cabinet en mai* 1937, *et quelque temps après, à Valence, ils allèrent jusqu'à l'emprisonner. Caballero fut dès lors le chef des socialistes les plus décidés à barrer la route à la mainmise stalinienne sur le gouvernement régulier en Espagne, et il est resté jusqu'en exil, leur intraitable adversaire.* »

Le professeur Alexander conclut en affirmant qu'il n'existe pour son pays aucune raison « morale » d'aider Franco. Les seuls arguments qu'on puisse présenter en sa faveur sont de simple « opportunité politique » (*expediency*), déclare-t-il.

Souhaitons qu'un surcroît d'information ou de réflexion permette à M. Alexander de se convaincre d'une vérité qui semble encore lui échapper: l'aide à Franco, du point de vue américain, n'est pas plus opportune qu'elle n'est morale. La seule force vivante en Espagne est le peuple, au nom duquel le Caudillo ne peut rien promettre ni rien tenir, car son autorité dans le pays tend vers zéro; elle ne repose plus que sur la force et sur l'aide extérieure que lui accordent, hélas, des gouvernements étrangers, pour le plus grand malheur des Espagnols et le plus grand plaisir des staliniens, qui peuvent ainsi traiter de fascistes toutes les puissances « occidentales ». André PRUNIER.

(1) « En dépit de l'aide donnée à l'un des partis par Mussolini et Hitler, la Guerre Civile espagnole ne fut pas une lutte entre le fascisme et la démocratie, dans le sens où on entend ces mots aux Etats-Unis. Cette aide étrangère ne fut donnée qu'après la tentative menée ouvertement par l'Internationale communiste, le Komintern, pour transformer la République espagnole en satellite de Moscou. Le sens fondamental de la guerre civile espagnole fut le secours apporté à l'Espagne pour lui épargner le sort qui plus tard a frappé les nations de l'Europe orientale — celles sur qui est tombé le Rideau de Fer. Les luttes civiles en Espagne furent le prélude, non pas tant de la grande guerre mondiale que de la guerre froide qui lui succéda — *et des hostilités en Corée.* » (Carlton J. H. Hayes. *United States and Spain*, p. 150)

SCIENCE ET ARMEMENTS

II

Pour les attaques à distance moyenne, la question est définitivement au point. Quant à celles à très grande distance, ce n'est plus qu'une affaire de temps. L'avion atomique, à rayon d'action à l'échelle du globe et l'engin sans pilote d'une portée égale à la moitié du tour de la terre, sont à présent des réalités. Partis des V2 allemands, Américains et Russes poursuivent activement leurs efforts et parviendront, avant 1960, à la mise au point des engins intercontinentaux à charge explosive atomique. Des expériences pratiques sont en cours à partir du littoral australien pour diriger vers l'île Christmas, à 4.800 km. au N.-E.-E, des engins d'essai.

Afin de reculer les limites du mur de la distance, les techniciens de la « Nuclear energy for propulsion of aircraft » (N. E. P. A.) travaillent à l'avion atomique dont le moteur sera vraisemblablement une chaudière atomique alimentant des turbines à vapeur entraînant des hélices à très grande vitesse. D'un poids de deux cents tonnes, tiré par quatre turbines à hélices supersoniques et développant 60.000 C.V., cet appareil pourra effectuer deux fois le tour de notre planète sans escale et en soixante heures. Pour résoudre le problème de l'atterrissage de cet appareil qui pèsera autant au retour qu'au départ, on envisage l'hydravion en raison de la grande étendue des plans d'eau et de la fragilité des pistes en ciment sous de tels efforts. En raison de la nécessaire concentration des matériels et des hommes sur des espaces réduits la bombe atomique d'usage tactique constitue à présent une arme redoutable. La question du prix de revient qui avait été envisagée comme incompatible avec son usage contre des unités réduites se trouve de nouveau à l'ordre du jour. Le professeur Oppeinheimer estime que la bombe atomique revient à moins de 400 millions de francs alors qu'une division blindée représente une dépense de 400 milliards; il est donc possible d'envisager l'emploi d'une telle bombe pour neutraliser une grande unité.

Voilà où en sont les recherches poursuivies sur le plan industriel sur les directives des Etats-Majors. Le plus sûr résultat est d'abord l'appauvrissement des masses travailleuses et ensuite le déclenchement d'hostilités pour une futilité ou une saute d'humeur de l'un des maîtres de l'heure.

N'allons-nous pas réagir contre cette démence collective qui s'empare des gouvernants et réaliser enfin cette action pacifiste salutaire qui s'impose pour préserver ce qui reste de liberté ainsi que les vestiges de la vieille civilisation menacée par les récentes découvertes?

Nous conclurons en rappelant ce mot de lord Byron que nous jugeons d'actualité: « La paix règnera dans ce monde le jour où tout homme tiendra dans la main de quoi le faire sauter. »

André MAILLE.

LES NOUVELLES PACIFISTES

AUTRICHE. — *La section autrichienne de l'I.R.G. coopère avec les Quakers, à Vienne, pour la rédaction d'une loi pour la reconnaissance légale de l'objection de conscience contre le service militaire.*

CANADA. — *Le nommé de Bernonville, ancien chef régional de la Milice de Pétain, condamné à mort par contumace, est réfugié au Canada. Il vient d'être mis, en cas de mobilisation, à la disposition de l'attaché militaire de France à Ottawa. Les gens du bloc atlantique recrutent vraiment les hommes qu'il leur faut pour leur sale besogne!*

LE COUP D'EPAULE

Seconde liste des souscriptions

Louis Loréal, 740+55. — Lécuyer, 740. — G. Vincey, 240. — Maisonneuve, 40+50. — M. Imbard, 740+265. — G. Lacaze-Duthiers, 95. — Pulidori, 240. — Blériot, 740+40. — Mme Enjalbert, 740. — Zara, 240. — Van Hollebeke, 40. — Docteur Hellas, 1.070. — Samoun P., 240. — Maignan, 240. — Dhooge, 40. — A. Morin 740. *Tous à Paris.*

Gabriel Léger, 740+200. — Mme Boullin, 740+75. — Vidal, 740. — Mme Maleval, 240+50. — Jauzin P., 125+120+90. — R. Rouhaud, 740. — P. Le Meillour, 240. — Beffara, 240. *Tous dans la Seine.*

Ciron, 740+260. — Launay L., 240+55. — G. Duval, 740. — Pauron, 40+50. — Farnier, 40+85. — Mascii, 90. — A. Comte, 740. *Tous en Seine-et-Oise.*

Grandsire (Sarthe), 740 — Mme Hauel (Somme), 70+740 — Aupaix (S.-I.), 40+740 — Baillot (Vienne), 240 — Pascaud (S.-I.), 740 — Delobbe (Rhône), 385 — Jenny (Vosges), 95 — Debrosse (Loire), 270. — Mme Leconte (S.-et-L.), 160 — Robert (Pyr.-Or.), 240.

Bernard P. (Somme), 60+740 — Cresson H. (Ardennes), 280+140 — Barbe (Loire), 740 — Vignon (Allier), 165 — Delage (Charente), 35+740 — Cano (Tarn), 75+740 — Mlle Pascal (Isère), 85 — Torremocha (Morbihan), 740 — Desablens (Vaucluse), 120 — Chavenon (P.-de-D.), 75+40 — Michel (Yonne), 40 — Dassonville (S.-et-M.), 770+740 — Laffineur (Ardennes), 135+740 — Farcy (Haute-Saône), 150 — E. Bizeau (I.-et-L.), 265+40 — Abrieu (Gard, 95+240 — Hector Lucien (Drôme), 85.

Le problème de la guerre et les anarchistes

Le présent article fut écrit à Bruxelles en juillet 1951. Il constituait un rapport adressé par Ernestan à un congrès international anarchiste. Ecrit en français il fut traduit en italien et publié par Volonta *de Naples il y a deux ou trois mois.*

Inutile de dire que cette publication souleva des polémiques d'idées car ce rapport touche à l'une des questions les plus délicates du moment. Des réponses furent publiées dans Volonta *même, dans l'*Adunata dei Refrattari *de New-York, dans* Freedom *de Londres pour ne citer que les articles que nous connaissons. On l'étouffa dans la presse de langue française.*

Nous le publions ici pour qu'il permette à nos amis de prendre position et parce que nous réprouvons la politique de l'autruche qui consiste à ne pas aborder de front les problèmes qui chahutent certains « dogmes » anarchistes. Sans pour cela, bien sûr, faire nôtre la thèse d'Ernestan.

LA position du socialisme en général et du socialisme libertaire en particulier, vis-à-vis du problème de la guerre est, en principe, aussi simple que claire. La guerre est la conséquence naturelle et inévitable de l'exploitation et plus encore de l'oppression de l'homme par l'homme. C'est en effet par l'organisation des sociétés humaines sur des bases autoritaires centralistes et hiérarchisées que le monde fut et reste divisé en « Etats souverains » qui, par définition, sont nécessairement rivaux.

Etant donné l'existence de ces Etats, il ne peut évidemment pas y avoir de droit international réel et vivant. Dans le monde tel qu'il fut et qu'il est, la paix n'est jamais qu'un état de choses très précaire résultant d'un équilibre de forces. Il arrive que cet équilibre soit sanctionné par des traités, des alliances et des coalitions, mais il reste éminemment instable. Dès que, pour une raison quelconque, cet équilibre se rompt, les oppositions d'intérêts apparaissent isolément, les conflits surgissent et il ne reste plus aux Etats intéressés qu'à recourir à la guerre.

Il est par conséquent absolument utopique d'espérer une pacification réelle et définitive du monde par des accords et des conventions entre Etats souverains et les expériences de la Société des Nations et de l'Organisation des Nations Unies sont, à cet égard, assez concluantes.

Quant à amener les Etats à se démettre de leur souveraineté au profit d'organismes internationaux dotés de pouvoir supranationaux, c'est vouloir ignorer que la condition première de l'existence même d'un Etat est, précisément, sa souveraineté. C'est donc lui demander le suicide par persuation.

L'Etat, en effet, puise l'essentiel de sa force dans son particularisme et dans le fait qu'il est une autorité centrale et suprême régnant sur une collectivité déterminée qu'il exploite en même temps qu'il la domine. S'il arrive cependant qu'un Etat conclut avec un autre Etat une alliance si étroite qu'il en perde sa souveraineté, il n'est plus permis alors de parler d'alliance mais de simple subordination comme, par exemple, l'alliance de la Russie, avec ses Etats dits, très justement, satellites. Il est clair que cette manière de régler le problème de la souveraineté des Etats est tout le contraire d'une solution de paix et que, en renforçant ainsi l'un ou l'autre Etat on ne fait que le rendre plus puissant et plus agressif. Car il faut être bien persuadé qu'aussi longtemps que subsisteront seulement deux Etats, la guerre entre eux sera un jour inévitable.

D'où il faut logiquement conclure que la paix ne sera assurée que lorsque le monde ne constituera plus qu'un seul Empire ou, pour employer le terme juridique, un seul Impérium, « l'Impérium humain ».

Question évidemment, qui soulève immédiatement tous les problèmes concernant la structure économique politique et sociale qui rendraient cet Impérium humain et mondial viable. Problèmes qui, tout en intéressant au plus haut point la pensée et l'action libertaires sortent totalement du cadre et de l'objet du présent exposé.

⁂

Si nous avons tenu à émettre tout de suite ces considérations, c'est dans le but d'indiquer, dès l'abord, la valeur ou plutôt la non-valeur du pacifisme officiel et de propagande de chaque Etat et de chaque organisme inter-Etat.

Il faut malheureusement constater que le pacifisme non officiel, qui est le fait de mouvements indépendants — spontané et sincère — n'est pas exempt de faiblesses et qu'il est pratiquement inopérant car jamais ces mouvements, malgré les succès qu'il semble remporter durant les périodes de paix, se révèlent vraiment efficaces durant la guerre et dans la guerre.

Le pacifisme à base morale et rationnelle est insuffisant et inopérant parce qu'il suppose ou présuppose que les hommes font la guerre par plaisir ou par intérêt personnel (alors que, en réalité, l'immense majorité des travailleurs et des individus, acceptent la guerre pour des raisons qu'ils considèrent d'ordre supérieur, tout en sachant fort bien que la guerre n'est ni agréable ni avantageuse). Les peuples acceptent les risques et les sacrifices de la guerre parce qu'ils restent attachés à certaines valeurs et à certains intérêts respectivement moraux, politiques, économiques et sociaux.

Ce qu'il faut aujourd'hui reconnaître, c'est que les conceptions, les institutions et les traditions que l'on appelle *le régime* d'une nation ne sont pas identiques et ne sont pas indifférents pour les peuples. Il est faux de dire, sous prétexte que tous les régimes comportent des formes d'oppression et d'exploitation, que tous se valent et qu'aucun ne mérite d'être préféré et défendu. Il est surtout vrai que l'imposition d'un régime nouveau à un peuple sera d'autant moins accepté par lui si cette domination est le fait d'une puissance étrangère. Il faut donc reconnaître que le problème de la guerre et de la paix ne se pose pas de manière abstraite mais dans la réalité historique.

Dans la période historique moderne et jusqu'à la guerre de 1914-18, les guerres avaient des objectifs limités, tels des rectifications de frontières, des émancipations nationales, des partages de colonies, etc. Depuis, pour des raisons déterminées principalement par l'évolution économique et technique, la guerre est devenue totale et totalitaire. En ce sens que ce qui est en jeu n'est autre que le contrôle et la domination totale du monde.

Les forces qui, actuellement, se disputent le contrôle du monde ne sont plus virtuellement que deux, dont les centres vitaux sont d'une part la Russie, d'autre part les U. S. A.

Le contenu et la structure de ces forces sont cependant très différents. Le bloc russe est une force monolithique dont les éléments constitutifs sont étroitement solidaires, soumis et dirigés, tandis que les forces qui s'opposent à l'impérialisme stalinien sont, à tout point de vue, hétérogènes et groupent des éléments parfois nettement opposés. A tel point qu'il serait impossible de fixer aux forces antistaliniennes un but de guerre commun autre que défensif. Tandis que le but de guerre du bloc russe est, clairement, l'établissement du capitalisme d'Etat mondial.

⁂

Considérant les attitudes adoptées par les milieux sincèrement socialistes et libertaires devant ces problèmes, nous examinerons premièrement ce que nous appellerons le neutralisme pacifiste, attitude qui consiste à s'engager à ne prendre en aucune façon parti pour l'une des forces ou des belligérants en guerre.

Il nous parait que cette attitude n'est cependant justifiable que si elle est essentiellement individuelle et dictée par un impératif de la

conscience personnelle. Et qu'elle ne prend pas, en temps de guerre du moins, un aspect de propagande et d'agitation.

S'il en va autrement, la loyauté et l'objectivité obligent à reconnaître que si, au sein d'une nation en guerre, une vigoureuse et puissante agitation pour le refus de faire la guerre se développe, cette action affaiblit incontestablement l'effort de guerre de cette nation.

On peut évidemment prendre cette responsabilité. Nous attirons alors l'attention sur le devoir qu'il y a, dès lors, à prendre *toutes* ses responsabilités. Ce qui veut dire qu'en affaiblissant une nation en guerre on favorise indirectement mais nettement les forces adverses. Ce qui signifie, en dernière analyse, que l'on mène une action qui n'est plus « neutre ».

On ne peut mieux illustrer cette vérité qu'en rappelant la guerre civile espagnole de 1936-37, qui vit des pacifistes appuyer ouvertement la politique de « non-intervention » de sinistre mémoire, laquelle aboutissait pratiquement à lier les mains aux républicains tandis que les rebelles franquistes étaient armés à outrance.

Quant à espérer qu'en pratiquant le prosélytisme neutraliste dans le bloc antistalinien on amènera les combattants staliniens à faire de même — de telle sorte que la guerre s'arrête par la réconciliation générale — c'est là une espérance des plus aléatoires et dont les risques ne peuvent davantage être sous-estimés. Risques qui ne seraient autres que le triomphe de l'impérialisme stalinien.

Resterait enfin la suprême espérance d'organiser contre la domination du stalinisme triomphant, une résistance révolutionnaire intérieure. Là non plus la raison et l'expérience ne permettent guère de grandes illusions. La terreur policière, le marchandage organisé dans tous les domaines de la vie sociale et même privée, le monopole de tout moyen de propagande et d'éducation, le réseau qui enserre l'individu de la naissance à la mort, rendent finalement impossible au sein des régimes totalitaires toute tentative de caractère révolutionnaire et libertaire.

⁂

Si nous avons simplement jugé nécessaire d'attirer l'attention des neutralistes pacifistes sur les conséquences possible de leur attitude et sur les responsabilités qui en découlent, nous croyons devoir nous prononcer, avec beaucoup plus de fermeté, sur ceux que nous appellerons les « neutralistes révolutionnaires ».

Les partisans de cette action reprennent, en termes plus ou moins nouveaux, le mot d'ordre: répondre à la guerre impérialiste par la guerre civile et sociale. Ni Staline ni Truman, disent-ils encore; pour la troisième force ou le troisième front contre la guerre; pour la révolution prolétarienne libertaire. On regrette toutefois que dans la propagande faite en ce sens, on ne trouve pas — quoi qu'on dise — de directives suffisamment pratiques et concrètes.

Or la guerre est un fait extrêmement précis et positif. Autrement dit si demain les hostilités commençaient entre le bloc russe et les forces adverses, soit sur l'Oder, soit en Alaska, soit ailleurs, que faudrait-il faire? Telle est la question à laquelle devraient répondre les tenants du troisième front révolutionnaire. Logiquement et pratiquement répondre à la guerre par l'action révolutionnaire ne peut consister qu'en des actes paralysant et sabotant l'effort de guerre du pays où l'action révolutionnaire se produit. C'est en réalité, entreprendre une guerre intérieure au moment où la nation est engagée dans une guerre extérieure où résiste à l'invasion.

Invoquer à ce propos l'exemple de la révolution russe de 1917 est, plus que jamais, confondre comparaison et raison. 1° L'Allemagne de 1917 n'était pas un Etat mû par un impérialisme totalitaire; 2° L'Allemagne était affaiblie par trois années de guerre et n'aspirait qu'à neutraliser la Russie; 3° Etant donné la situation de l'Allemagne d'une part, et d'autre part, que la Russie disposait encore d'un immense potentiel de force — dont le dynamisme révolutionnaire n'était pas la moindre — les émissaires bolchevistes à Brest-Litovsk, traitaient, pour le moins, de puissance à puissance; 4° Les bolchevistes pouvaient ne pas se soucier des clauses de paix (ou d'armistice) momentanément désavantageuses qui ne touchaient pas, pour eux, à l'essentiel.

Tout autre serait, naturellement, la position de révolutionnaires qui, ayant pratiqué avec succès le sabotage et l'action révolutionnaire dans leur pays, le verraient occupé par l'armée bolcheviste et prétendraient alors imposer aux généraux et agents staliniens une politique sociale réellement socialiste et libertaire. Suppositions dont il n'est pas besoin de démontrer le caractère illusoire.

⁂

Les conclusions sur le problème de la guerre qui nous paraissent résulter des considérations qui précèdent sont les suivantes: il convient premièrement d'adopter vis-à-vis de l'impérialisme stalinien, une attitude sans équivoque et de le considérer comme étant, actuellement, notre plus grand ennemi. Qu'il est la plus dangereuse incarnation de la réaction et que son triomphe mondial marquerait probablement la fin de tous nos espoirs en l'édification d'un monde libertaire. Ensuite que placer sur un même pied, et considérer de la même manière, le stalinisme et l'ensemble des forces qui sont décidées à lui résister est faux et dangereusement simpliste. Il est bien exact qu'il existe dans le monde, en dehors du bloc russe, des forces réactionnaires dont les agissements et les aspirations sont aussi dangereux potentiellement que ceux qui triomphent actuellement en Russie, mais il existe aussi dans le restant du monde — et en Amérique comme ailleurs — des forces démocratiques, révolutionnaires et libertaires dont les possibilités de développement sont indéniables et réelles et qu'il importe de ne pas laisser anéantir.

Prétendre ne pas s'opposer à l'impérialisme stalinien et ne pas prendre position devant la guerre menaçante, sous le prétexte de ne pas risquer de faire le jeu de certains éléments réactionnaires du bloc antistalinien, est une position qui dénoterait chez les libertaires une faiblesse idéologique et serait un aveu de carence et d'impuissance.

La position socialiste libertaire juste est au contraire une prise de position marquant une volonté inébranlable de combattre sans relâche l'impérialisme stalinien et de lui résister au cas où il prendrait l'offensive des armes. Loin de chercher à se dissimuler ce danger ou de vouloir en diminuer l'importance il convient, au contraire, que les forces libertaires, de même qu'elles furent toujours à l'avant-garde dans la lutte contre le fascisme noir, blanc ou brun, soient encore à l'avant-garde dans la lutte contre le fascisme rouge. Loin de signifier qu'ils se mettent ainsi à la remorque des antistaliniens conservateurs et réactionnaires, les libertaires, étant en tête de la lutte antistalinienne, affirment hautement leur volonté de transformation sociale. Qu'ils disent clairement qu'il ne s'agit pas, pour les travailleurs, de se livrer à un antistalinisme négatif, mais que la seule victoire réelle et définitive sur le stalinisme sera l'avènement du socialisme libertaire et fédéraliste mondial.

Sans doute le meilleur moyen de résoudre le problème de la guerre serait d'empêcher qu'elle se produise. Cela par une action révolutionnaire des peuples. Ce qui revient à dire que si néanmoins la guerre éclate, ce sera la démonstration du manque de maturité du prolétariat international et un signe de son incapacité révolutionnaire.

Quelques décevantes que soient ces constatations, elles ne doivent pourtant pas amener les militants et les organisations libertaires à prendre dans le grand drame historique qui se joue des positions qui les rendent inconsciemment complices du triomphe du stalinisme ou qui les refoulent dans le renoncement et l'impuissance.

Au surplus, en proposant aux libertaires les directives ci-dessus, nous tenons à répéter qu'il s'agit de directives générales et que nous ne prétendons aucunement dicter à chacun, et en toutes circonstances, un devoir strict et précis. Nous souhaitons seulement que dans l'immense conflit qui menace le monde, les libertaires s'inspireront des directives que nous croyons de notre devoir de leur soumettre.

G. ERNESTAN.

PERMANENCE

Une permanence fonctionne régulièrement 11, rue de Sévigné (métro: St-Paul), les mardis et jeudis de 15 h. à 18 h. et le samedi de 14 h. 45 à 19 h. En prendre note.

LE SALAIRE

A DEFAUT de pouvoir établir l'égalité économique, les travailleurs de tout temps ont essayé de récupérer par le détail ce qu'ils ne pouvaient réaliser dans l'ensemble. Et, le plus urgent pour eux, était de garantir leur vie. A peine de tomber sous le coup de la loi, ils étaient obligés de s'en remettre au bon vouloir de ceux qui disposent des biens. Et ceux-ci profitaient de cet état de dépendance pour exiger des services en retour des biens qu'ils leur assuraient. Esclavage, Servage, Salariat: trois étapes de l'histoire économique d'un monde basé sur l'inégalité et, parallèlement, trois étapes de l'évolution juridique du non-possédant.

Si l'esclave n'avait pas d'existence juridique, le salarié est un citoyen. Il jouit d'une certaine indépendance de mouvement; théoriquement, il peut choisir son maître, comme il peut choisir son état. En réalité, cette liberté est limitée par l'irrémissible nécessité de vendre sa force de travail. Il n'a pas le temps d'attendre. Il n'a pour vivre que le revenu de son travail: le salaire. Et, dépouillés de toutes fictions sentimentales ou philosophiques, les rapports entre la classe possédante et les dépossédés ne seront que des efforts pour accroître ou pour réduire les salaires.

Les philosophes et les économistes des XVIIIe *et* XIXe *siècles, n'ont pas manqué d'être frappés par une sorte de fatalité qui s'opposait à l'évolution progressive des salaires, ce que Lassalle a exprimé par: « la loi d'airain ». Cette fatalité semblait d'autant plus évidente que, loin de croître, la valeur réelle des salaires avait baissé jusqu'à la veille de la Révolution Française. Qu'on nous permette de reproduire un tableau publié par M. d'Avenel, dans son « Histoire économique de la Propriété » :*

SALAIRE JOURNALIER DU MANŒUVRE EXPRIMÉ EN:

PÉRIODES	Litres de blé	Litres de seigle	Kilos de bœuf	Kilos de porc	Litres de vin
1451-1475	18,40	26	4,270	2,850	8,70
1476-1500	14,50	19	3,220	2,410	6,20
1501-1525	14,60	18	2,720	1,870	8,20
1526-1550	10	17,50	2,690	1,400	3,10
1551-1575	6,25	8,30	2,500	1,250	6,10
1576-1600	3,90	5	1,850	1,140	4
1601-1625	3,30	7,60	2,050	1,520	4,40
1626-1650	3,80	5,50	1,660	1,430	3,30
1651-1675	5	9,60	1,600	1,450	8
1676-1700	5,90	8,80	2	1,900	4
1701-1725	4,50	7,70	1,620	1,570	3

Bien entendu, le taux nominal s'était élevé, mais la valeur d'achat des salaires s'était considérablement avilie si l'on en croit M. d'Avenel, auteur rarement contesté. Répétons encore une fois la loi qui, selon Turgot, régit les salaires. Sous la plume du ministre de Louis XVI, elle vaut qu'on s'en souvienne: « En tout genre de travail, il doit arriver et il arrive, en effet, que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance. » Plus tard, Proudhon répétera: « Le salaire est la dépense qu'exigent l'entretien et la réparation journalière du travailleur. »

Dans quelle mesure le salaire assure-t-il la subsistance, l'entretien et la réparation du travailleur? Quesnay répond: « Le prix des salaires et, par conséquent, les jouissances que les salariés peuvent se procurer, sont fixés et réduits au plus bas par la concurrence extrême qui est entre eux. » Et cette concurrence, savamment provoquée, emprunte parfois les formes les plus inhumaines. Il suffit, à cet égard, de lire les enquêtes faites dans la première moitié du XIXe *siècle, sur le travail infantile, tant en France, en Angleterre qu'en Belgique, qui constatent que l'extrême pauvreté des parents sacrifie des enfants de 6 ans, et parfois de moins, au monstre de l'usine. Pour un « salaire » de quelques centimes par jour, à Gand, des enfants de l'âge de 6 ans, travaillent en été de 5 heures du matin à midi et de 1 à 8 heures du soir. A Mons, la Chambre de Commerce reconnaît que: « Dans l'état actuel des choses, le maximum de la durée du travail des enfants est d'environ quatorze heures par jour, dans les houillères. » Que gagnent ces petits martyrs? 10 ou 20 centimes par jour — parfois 10 centimes par semaine. Et les infâmes exploiteurs entourent leurs criminels abus de considérations morales: « Indépendamment des salaires de leurs enfants, les parents en retirent cet avantage qu'ils ont les*

CONTRE - COURANT 34, rue des Bergers Paris-15^e^

Téléphone: Ségur 09-68

ANIMATEURS: Louis LOUVET et André MAILLE

ABONNEMENT SIMPLE. — 260 francs. Extérieur: 350 francs (10 numéros plus 2 hors-série).

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE. — Cinq cents francs, envoi de dix numéros ordinaires plus deux numéros hors-série, augmentés de l'envoi de quatre numéros ordinaires et un hors-série à deux abonnés possibles (adresses fournies par l'abonné), puis d'une circulaire.

ABONNEMENT DE SOUTIEN. — Mille francs, comprenant l'envoi de dix numéros ordinaires, plus quatre numéros hors-série, la différence pécuniaire étant destinée à aider financièrement Contre-courant tant que la vente n'aura pas atteint le chiffre désirable.

ABONNEMENT A L'ESSAI. — Cent francs. Envoyer une ou plusieurs adresses complètes de sympathisants. Accompagner d'autant de fois cent francs qu'il y a de noms communiqués. Expédition sera faite de trois numéros ordinaires et d'un numéro hors-série, puis d'une circulaire.

TOUT ENVOI DE FONDS doit être fait nominalement à Louis Louvet, 34, rue des Bergers, Paris-15e. Compte chèque postal: 880-87 Paris, même adresse.

enfants sous les yeux, qu'ils les forment au travail, et, enfin, qu'ils ont un motif pour les retirer des rues, où l'on sait qu'ils peuvent contracter de mauvaises habitudes. »

Pour désespérante que soit la définition de Turgot, elle n'avait pas découvert des réalités bien plus sombres et dont les excès mêmes devaient appeler les correctifs. C'est que, loin d'assurer l'entretien et la réparation du travailleur, le salaire n'assurait plus qu'une misère menaçant l'existence même de la race. Et si des lois furent votées en Angleterre, en France et, bien plus tard, en Belgique, ce ne fut qu'en réponse à l'effrayante mortalité qui menaçait la jeunesse travailleuse. C'est ainsi que, dans les contrées industrielles d'Angleterre, la taille moyenne avait considérablement baissé. Chez nous, à Gand, moins du tiers des conscrits étaient aptes au service militaire. Dans certaines régions flamandes, plus de 30 enfants sur 100 mouraient avant l'âge d'un an.

La seule cause première de cette condition des travailleurs était l'insuffisance des salaires, elle engendrait tout naturellement, l'ignorance, l'alcoolisme, l'absence d'hygiène et de dignité humaine.

Ce sont les organisations syndicales qui ont rompu la chaîne de fer qui emprisonnait la classe ouvrière dans son épouvantable misère. En organisant la solidarité, en arrachant le travailleur à l'impitoyable loi de la concurrence, en opposant le refus collectif aux salaires de famine, en dressant la force des travailleurs organisés, elles ont contraint les capitalistes à discuter les conditions de travail. Il n'est plus vrai que le salaire « se borne à ce qui est nécessaire à la subsistance de l'ouvrier ». Le salaire couvre des besoins réservés autrefois aux seuls privilégiés. Le travailleur n'est pas seulement un outil, c'est un être humain, doué de sensibilité et d'intelligence. Il prétend jouir, de plus en plus, de tout ce que la nature, aussi bien que la science et les arts, peuvent proposer à son plaisir.

Et c'est la mission des syndicats de poursuivre la revalorisation du salaire, jusqu'à ce qu'il restitue aux travailleurs l'intégralité de la valeur de leurs efforts. Réalisez ce que les syndicats ont fait jusqu'à ce jour, et vous comprendrez ce qu'ils représentent pour notre avenir.

Jean de BOE.

PREMISSES A UNE ENQUETE

LES JEUNES POUSSES

L'ENFANT S'APPARTIENT

L'éducation des enfants a fait peu de progrès ces vingt dernières années, du moins si l'on considère les résultats obtenus. Cependant des méthodes nouvelles de pédagogie qui, il y a un quart de siècle étaient dans l'enfance, ont peu à peu gagné l'audience d'un grand nombre d'éducateurs. Nous ne prétendons pas qu'elles portent en elles-mêmes l'assurance de la réussite, mais elles auraient dû, appuyées sur des études récentes de psychologie enfantine, conduire à des résultats plus probants que ceux que nous pouvons constater.

Bien des raisons peuvent expliquer cet échec plus ou moins complet et, sans vouloir éliminer les autres que nous étudierons par la suite, il nous semble que la cause première soit le manque de connaissances des parents en psychologie enfantine.

Dans son livre remarquable « Soins maternels et santé mentale » John Bowlby observe que « C'est au cours des toutes premières années de la vie que s'établit la forme des rapports ultérieurs entre parents et enfants ». Il faudrait donc, en vue d'une éducation rationnelle de l'adolescent, faire d'abord l'éducation pédagogique de la famille. Il serait trop long d'entrer dans le détail — cela demanderait plusieurs articles — mais on peut, par la simple observation des parents et des enfants autour de soi, constater que le grand souci des parents, c'est que l'enfant « reste tranquille », les gêne le moins possible, d'où une mtltitude d'interdictions qui entravent son développement. L'enfant a besoin d'affection et de sécurité, il ne doit jamais douter de l'amour que lui portent ses parents, sans quoi il risque de devenir pathologiquement anxieux. Mais la tendresse qu'on lui porte ne doit pas être envahissante sous peine d'être appauvrissante pour lui. Les parents ne doivent pas oublier que l'enfant *ne leur appartient pas*, qu'ils n'ont pas le droit de le modeler à leur gré, par la crainte ou par l'amour. L'enfant *n'appartient qu'à lui* et les parents, ainsi que plus tard les éducateurs, ont pour seule tâche d'éveiller et de développer sa personnalité. Trop de parents considèrent leurs enfants comme leur « chose » et sont horrifiés lorsqu'on essaie de leur démontrer que l'être qu'ils ont engendré n'est pas à eux.

Est-ce à dire que ceux qui, avertis des problèmes de psychologie enfantine essaient de respecter les droits de l'enfant, obtiennent toujours dans son éducation des résultats correspondant à leurs efforts même lorsqu'il s'agit de leurs propres enfants? Certes non. mais cela fera l'objet d'un prochain article.

Christiane BERGE.

LA CONDITION NOIRE AUX U.S.A.

La démocratie américaine porte en son flanc un mal spectaculaire que nul Européen, d'esprit libre, ne saurait considérer comme inguérissable. La guerre de Sécession qui éclata aux Etats-Unis en 1861 eut pour prétexte l'abolition de l'esclavage. Fût-elle purement idéologique? C'est contestable. L'esclave représentait pour les planteurs du Sud une main-d'œuvre à vil prix qui permettait de concurrencer le Nord. La plupart des historiens en conviennent. Le Sud vaincu la « libération » intégrale des Noirs s'accomplit-elle sans à-coups? Chacun sait qu'il n'en est rien. Qu'au contraire le racisme est en Amérique virulent. Que des associations, tel le Ku-Klux-Klan, provoquent incidents et émeutes, meurtres et incendies. Nous pensons bien faire en donnant ici — en dehors de toute idée de propagande — l'opinion contradictoire de quatre Noirs américains. G. Schuyler écrit au « Pittsburg Courier », un des plus grands hebdomadaires de la presse noire, Dolores Branche et Thora Brown sont Quakers, Th. E. Brown est directeur du Bureau d'Etude du Syndicat des Wagons-Lits (A. F. of L.). Cette confrontation de thèses n'épuisera évidemment pas le sujet, mais il donnera un aperçu de l'opinion nuancée des Noirs sur leur propre condition.

Le Noir américain

Il paraît que les étrangers ont lu ou entendu une masse formidable d'informations sur le mauvais traitement dont sont victimes les Noirs américains mais que, à part cela, le problème leur est à peu près inconnu.

En 1865, plus de 90 pour cent des Noirs américains étaient illettrés. Aujourd'hui, l'analphabétisme a presque complètement disparu parmi la population noire. Les écoles qui ont rendu possible cette élimination de l'analphabétisme ont été créées et maintenues par des municipalités et administrations locales et étatiques au sein desquelles les Blancs exerçaient l'influence décisive.

Au lendemain de la guerre civile, une vingtaine au plus de Noirs étaient diplômés de collèges. A l'heure actuelle, chaque année plus de 7.000 obtiennent leurs diplômes et le nombre total d'anciens étudiants de collèges s'élève à 650.000. Aujourd'hui, plus de 80.000 Noirs font leurs études dans les collèges (dont 1.000 étudiants dans des universités et collèges blancs dans les Etats du Sud).

En 1900, les Noirs possédaient 17 pour cent seulement des maisons habitées par eux et ne formant pas part d'exploitations agricoles. En 1947, ce pourcentage s'élevait à 34 pour cent En 1940, les Noirs habitant des agglomérations urbaines étaient propriétaires de 500.000 maisons dont la valeur médiane s'élevait à 6.337 dollars. Plus de 2.500 de ces maisons, situées dans les villes de New-York, Chicago et Washington, avaient une valeur estimée de 10.000 à 15.000 dollars, tandis que 850 maisons représentaient des valeurs allant jusqu'à 20.000 dollars. Le nombre total des maisons qui sont la propriété des Noirs s'élevent à 800.000, ce qui est la même proportion que chez les Blancs.

Plus de 1.250.000 Noirs américains sont adhérents de syndicats ouvriers, jouissant de la même protection, des mêmes droits, de la même sécurité et des mêmes droits d'ancienneté que les travailleurs blancs. De la vingtaine de syndicats qui, en 1945, refusaient encore l'admission aux Noirs, six ont changé d'attitude au cours des quatre dernières années et acceptent maintenant des adhérents noirs. A l'heure actuelle, nous trouvons des Noirs comme responsables et permanents de plusieurs syndicats dans lesquels les Blancs forment la majorité des adhérents — même dans le Sud.

Un autre phénomène indiquant la liberté dont jouissent les Noirs sont les 200 journaux qu'ils publient, en utilisant leurs propres imprimeries, et dont le tirage total s'élève à 3.000.000 d'exemplaires.

Essentiellement, le soi-disant problème des Noirs a été le problème de l'intégration d'un groupe auparavant asservi et ostracisé, de couleur et de culture différentes, dans la structure sociale nationale, intégration supposant le consentement des Blancs dont le rôle en tant que majorité doit être reconnu, et devant être réalisé en accord avec les principes américains de fédéralisme, d'autonomie locale et de décisions majoritaires. Cette évolution a été plus rapide dans certains Etats, plus lente dans d'autres du fait des appréhensions, des tensions et du ressentiment profondément enracinés dans certaines régions depuis l'époque de l'esclavage et les premières années après la fin de la guerre civile. L'histoire des méthodes inhumaines qui, dans plusieurs régions ont accompagné cette évolution a été déplorable. Mais, malgré cela, des progrès remarquables et sans précédent ont été réalisés.

Je ne dis pas que la situation des Noirs américains est heureuse.

La ségrégation

Nous avons jugé utile de faire quelques observations au sujet de l'article de M. Schuyler non parce que nous contestons les faits et les chiffres cités par lui mais parce qu'il donne une image déformée de la situation. Cette situation n'est pas aussi mauvaise que la plupart des Européens sont disposés à le croire mais elle n'est pas non plus aussi heureuse que M. Schuyler le laisse supposer. . .

Dans le domaine de l'éducation, les conditions paraissent être bonnes aussi longtemps qu'on ne fait pas de comparaisons entre les possibilités offertes aux Blancs et celles accessibles aux Noirs. En 1947, la proportion d'illettrés parmi la population blanche s'élevait à 1,8 pour cent, tandis qu'elle était de 11 pour cent parmi les Noirs. La grande majorité des Noirs, diplômés de collèges, ont fait leurs études dans des collèges ségrégatifs souvent inférieurs aux écoles blanches au point de vue du personnel enseignant et de la qualité de l'instruction qu'ils offrent..

Quant aux décisions du Tribunal Suprême des Etats-Unis contre la ségrégation, décisions qui ont permis l'année dernière à 1.000 étudiants noirs d'obtenir admission à des universités et collèges blancs dans le Sud, il fallut, pour arriver à ce résultat, procéder Etat par Etat et école par école, au moyen de procès coûteux. Pour se faire une idée juste de l'éducation des Noirs américains, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'enseignement primaire et secondaire dans le Sud, région où vit plus de la moitié de la population noire. Là, presque rien n'a été fait en vue d'abolir la ségrégation ou de réaliser l'égalité dans le système scolaire. . . .

Entre 1930 et 1940, le nombre de maisons non agricoles dont les propriétaires sont des Noirs a presque doublé mais, d'après l'Association du logement de Philadelphie, la valeur médiane de ces maisons s'élevait à 1.288 dollars en 1940 et à 3.000 dollars en 1950. Nous sommes donc bien loin du chiffre de 6.337 dollars cité par M. Schuyler. Bien qu'étant propriétaires de 800.000 maisons, les Noirs se heurtent dans presque toutes les villes des Etats-Unis au problème de la ségrégation dans le domaine du logement.

La lutte des Noirs américains pour une participation réelle aux droits et à la protection garantis par les syndicats ouvriers date de longtemps et n'a pas encore abouti. Il serait naïf de supposer que l'adhésion entraîne toujours la pleine participation aux réalisations et à la vie du mouvement syndical. . . .

Lorsqu'on tient compte de tous les éléments de la situation, la conclusion s'impose que nous avons fait des progrès immenses depuis 1865. Cependant, les tensions sur le plan international font que l'unité à l'intérieur du pays est devenue plus nécessaire. Plus des deux tiers de la population mondiale n'appartiennent pas à la race blanche. Il s'agit là de peuples qui habitent les régions qui sont devenues les foyers de mouvements nationaux et révolutionnaires toujours plus forts et dirigés contre les vieux systèmes impérialistes coloniaux. Il s'agit de peuples que nous essayons de convaincre que notre mode de vie démocratique est le meilleur. Les défauts évidents de notre propre système démocratique en ce qui concerne la situation de certaines minorités constituent des inconséquences qui font que ces peuples trouvent difficile d'avoir confiance en nous et de croire à la démocratie.

Dolorès BRANCHE et Thora BROWN.

Mais j'affirme qu'elle est meilleure que celle des minorités dans les pays où l'Amérique est critiquée, et je soutiens que des dizaines de milliers de Noirs américains jouissent d'un standard de vie plus élevé que la plupart des Américains blancs.

C'est une vérité que du fait du régime démocratique, les lois imposant la ségrégation ainsi que les méthodes de discrimination existent toujours dans 16 des 48 Etats du pays. Si la majorité dans un Etat quelconque du Sud désire voter pour l'abolition de la ségrégation raciale, elle a à sa disposition tous les moyens constitutionnels pour le faire.

Il n'est guère surprenant que la grande majorité des diplômés noirs aient fait leurs études dans des collèges ségrégatifs, étant donné que la plupart des Noirs américains habitent les 16 Etats du Sud où la ségrégation est obligatoire. Néanmoins, l'éducation qu'ils reçoivent dans ces collèges leur permet de passer des examens d'entrée aux universités, ce qui indique qu'elle n'est pas si mauvaise.

Dans 32 sur 48 Etats l'égalité absolue existe dans le domaine de l'éducation. Le vaste territoire de ces 32 Etats est habité par les deux tiers de la population noire et cinq sixièmes de la population blanche des Etats-Unis. Est-ce que nous allons proférer des accusations contre l'Amérique parce qu'un sixième de sa population blanche est coupable d'avoir des préjugés raciaux?

George SCHUYLER.

Bilan d'une discussion

C'est l'idéal de la démocratie américaine qui provoque chez les Noirs et chez bon nombre de ceux qui écrivent sur le problème de la population noire un sentiment d'impatience à l'égard de la situation raciale telle qu'elle existe. La conséquence est qu'on met l'accent sur les défauts de la démocratie américaine et qu'on tend à considérer comme quelque chose qui va de soi les réalisations qui correspondent à l'idéal.

La vie d'un Noir qui travaille, qui touche son salaire, qui rentre chez lui pour travailler dans son jardin, tout comme des millions d'autres Américains, ne présente pas un sujet que les journaux pourraient étaler de façon sensationnelle. Les actes de violence raciale contre les Noirs tels que l'émeute de Cicero, l'incident de Groveland et l'attentat qui a coûté la vie à Harry T. Moore, etc., se prêtent davantage au reportage journalistique, même sans que la propagande communiste y soit injectée. C'est pourquoi de ces deux aspects de la vie des Noirs en Amérique l'un est remarqué tandis que l'autre attire peu d'attention ou passe inaperçu.

M. Schuyler considère tous les aspects du problème par rapport au point du départ, c'est-à-dire l'époque de l'esclavage lorsque le Noir était considéré comme une propriété et non comme un homme ou un citoyen américain.

Mlle Branche et Mme Brown jugent la situation actuelle et la cadence du progrès par rapport au point que nous avons atteint et au but vers lequel nous devons avancer — c'est-à-dire la société conforme aux idées qu'on nous a enseignées à tous. Quand nous regardons en arrière, nous constatons que de grands progrès ont été réalisés mais quand nous regardons en avant, nous trouvons qu'il faut faire bien plus, non seulement pour obtenir l'égalité sociale, politique et économique avec les Américains blancs, non seulement pour créer « une société parfaite » mais pour être capable de garder nos positions dans la lutte actuelle pour la libération de l'homme.

Etant donné les idéaux politiques qui ont servi de base à la création de la nation américaine et étant donné les avantages économiques dont la nature a doué les Etats-Unis, on ne saurait refuser le droit de cité à une critique honnête qui n'est pas sûre que les efforts faits en vue de résoudre des problèmes socio-économiques, tel que le problème racial américain, soient si impressionnants.

Sans m'engager dans une bataille de statistiques, je voudrais faire quelques observations au sujet des différences d'opinion qui séparent les participants à notre discussion en ce qui concerne certaines questions particulières.

Dans la discussion sur le problème de l'éducation, les arguments avancés des deux côtés contiennent des observations qui sont incontestablement justes. D'un côté on énumère ce qu'il y a de bon, de positif dans la situation actuelle. De l'autre côté on cite les phénomènes négatifs. Si on les considère ensemble, les deux opinions montrent le caractère complexe du problème tel qu'il existe réellement.

Cependant, nous doutons fortement qu'on puisse trouver beaucoup de Noirs qui accepteraient l'affirmation de M. Schuyler que l'égalité absolue dans le domaine de l'éducation existe dans 32 des 48 Etats. En ce qui concerne l'enseignement supérieur, certaines écoles limitent toujours le nombre d'étudiants noirs ou ne les acceptent pas. En ce qui concerne l'enseignement primaire et secondaire, on s'ingénie, dans plusieurs régions où théoriquement et légalement la ségrégation n'existe pas, à délimiter des districts scolaires de façon à obtenir des écoles fréquentées exclusivement par les enfants noirs.

Les progrès réalisés par une population issue d'anciens esclaves en ce qui concerne l'acquisition de propriétés, et particulièrement des maisons, sont remarquables. Mais la valeur médiane de ces maisons est bien moins élevée que celle des maisons des Blancs. Les chiffres du Bureau fédéral de recensement en apportent la preuve. En outre, la plupart de ces maisons ont été achetées dans des quartiers qui sont considérés généralement comme des quartiers noirs, et toute la ville, y compris les institutions de crédit hypothécaires, s'efforce de garder ce caractère à ces quartiers. A l'heure actuelle, 6 Etats seulement sur 48 interdisent réellement la discrimination dans les logements construits avec des crédits accordés par les Etats.

Il est vrai qu'un certain nombre de Noirs ont des revenus plus considérables que certains Blancs. Cependant, dans toutes les agglomérations, le revenu médian des Blancs est en général de deux à trois fois plus élevé que celui des Noirs.

Depuis l'époque du travail forcé non rémunéré, l'abîme économique séparant les Blancs et les Noirs s'est rétréci mais on ne saurait nier qu'une différence assez considérable existe encore. Les statistiques du ministère du Travail des Etats-Unis sont très éloquentes à cet égard.

Dans les syndicats la discrimination est bien plus répandue qu'on ne le pourrait supposer d'après l'attitude et les directives officielles des organismes dirigeants des divers syndicats nationaux. Dans quelques syndicats seulement les Noirs participent pleinement à toutes les formes d'activité syndicale. Cependant, les barrières raciales ont été éliminées très rapidement au cours de ces dernières années et à l'heure actuelle, le mouvement syndical a dépassé de loin toutes les autres institutions américaines en ce qui concerne l'intégration des Noirs.

Oui, l'ancien esclave est allé loin sur la voie qui le mène à l'admission dans la famille nationale. Mais il est évident que les derniers pas seront difficiles, parce que, en réalité, nous nous trouvons encore sous l'influence des notions de ségrégation raciale et de certaines idées plus ou moins nettes, bien que pas toujours articulées, de « suprématie blanche ».

M. Schuyler l'admet lui-même lorsqu'il dit que dans le Sud, la ségrégation existe encore parce que la majorité le désire et il est certainement naïf s'il suppose que seulement le sixième de la population américaine qui habite le Sud peut être accusé d'avoir des préjugés raciaux et de pratiquer la discrimination.

Dans ces conditions, il est possible que des attentats se produisent. Ce sont des événements causés par notre mal indigène.

Les communistes essaient, bien sûr, d'exploiter des incidents de ce genre. Frapper l'adversaire là où il est vulnérable a toujours été une bonne tactique. Aucune contre-propagande ne saurait changer le fait que les communistes ont trouvé un endroit vulnérable dans l'infortune des Noirs américains.

Evidemment, les Etats-Unis sont une démocratie qui fonctionne. Mais si la démocratie n'offre pas le moyen d'assurer au frère basané la participation à la « liberté et justice pour tous », quelle valeur peut-elle avoir aujourd'hui aux yeux du monde?

En peu de mots: le Noir américain veut obtenir la « liberté et justice » sociale, politique et économique de son vivant.

Théodore E. BROWN.

Libertaires et pacifistes *de Roumanie*

Un jeune autodidacte, Ion Ionesco-Capatzana a été un zélé propagandiste de l'esperanto, du végétarisme, du pacifisme et de diverses tendances libertaires qu'il a exprimées dans sa revue *Vegetarismul* (Bucarest 1932-33) et dans une série de brochures. Il a quitté le pays vers 1935 et a dirigé à Paris le Service de Presse en esperanto durant la guerre civile espagnole. En 1938 il s'est établi à Soutraine, par Rantigny (Oise), à la lisière d'une forêt, dans un pavillon en bois où il aménagea une bonne bibliothèque et une petite imprimerie. Il y cultivait son jardin potager et imprimait lui-même des brochures et les *Cahiers de l'Artistocratie* (1939-40) en quatre langues: esperanto (Capatzana), français (G. de Lacaze-Duthiers), espagnol (B. Cano-Ruiz), roumain (Eugen Relgis). Il voulait réaliser là-bas un centre de relations internationales, et les réunions des libertaires y étaient assez animées. Les nazis n'ont pas eu le temps de l'inquiéter, car il mourut en avril 1942 après avoir mangé — lui le végétarien intégral — des champignons vénéneux qu'il avait cueillis dans la forêt voisine. Le médecin était trop loin pour arriver à temps au « Bois de la Solitude ». Ce fut une perte douloureuse pour nous, car Ion Capatzana était bouillant d'énergie et d'initiatives. La dernière brochure qu'il a traduite, commentée et imprimée contient quelques témoignages de Panaït Istrati, l' « homme qui n'a adhéré à rien ».

Ce grand vagabond connut tardivement la gloire littéraire, grâce à la compréhension et à l'appui de Romain Rolland, après un geste désespéré — un suicide manqué à Nice. Il peut être classé parmi les libertaires pour son esprit d'indépendance, par sa recherche de la fraternité humaine, par son refus d'accepter les mensonges politiques et par sa soif de justice qui l'a fait écrire, après un long séjour en Union Soviétique, ses trois livres: *La Russie nue*.

Ce conteur, dont on connaît les émouvantes confessions naquit près de Braïla d'un père grec et d'une mère roumaine. Il a milité durant sa jeunesse dans les rangs socialistes, a traversé ensuite le pays du Levant, puis l'Europe entière, pour découvir, enfin, derrière le mirage communiste, toute l'horreur de la tyrannie étatiste et de la bureaucratie assassine.

Les murs du silence l'ont isolé, mais pendant ses dernières années, à Bucarest, rongé par la tuberculose, il a clamé ses vérités aux calomniateurs et il a vainement demandé à Romain Rolland — devenu entre temps défenseur de l'U. R. S. S. — de répondre à ses troublantes questions. J'ai esquissé ce procès de conscience dans ma préface à la version espagnole de *Mi Cruzada* (1), recueil posthume des derniers articles de Panaït Istrati. Le temps viendra pour faire justice à l'homme et à son œuvre.

Parmi les déclarations du jeune Roumain réfugié en Italie et publiées par *Umanita Nova* — que j'ai mentionnées au début de cette étude — il y a le passage suivant :

« Notre camarade nous parla aussi du mouvement « humanitariste », très proche de l'anarchisme que propageait Eugen Relgis, aujourd'hui émigré en Uruguay, et proche encore des idées de nos camarades dans ce pays. Pour ces raisons le mouvement « humanitariste » fut interdit par la dictature d'Anna Pauker et par le sévère contrôle bolchevik sur l'activité culturelle en Roumanie » (1).

Je suis donc obligé de parler un peu de moi-même. Ce n'est pas ici l'endroit d'exposer une activité culturelle et sociale qui s'est manifestée en Roumanie pendant trente-cinq ans (1912-1947) et en divers centres internationaux. J'ai raconté ailleurs les circonstances de ce départ pour l'Amérique du Sud et aussi dans mon petit livre sur le professeur Georg Fr. Nicolaï (2). Je continue tout simplement mon travail qui est double car je dois récupérer les années perdues pendant la guerre et la dictature en Roumanie.

Ce que je dois préciser ici c'est que l' « humanitarisme », dont j'ai exposé les principes en 1921, est une conception positive, nullement dogmatique, en continuel développement et qui contient tous les éléments favorables à l'individu, à la personnalité humaine, sans négliger les idéaux et les intérêts permanents de l'humanité entière, de « l'organisme de l'espèce ». Le premier groupe humanitariste que j'ai fondé à Bucarest en 1923 fut avant tout un centre d'études. Mais l'idée a déterminé l'action. Vingt-trois groupes se sont formés entre 1924 et 1932 en Roumanie et nombreuses furent les publications qui se sont inspirées de cet « humanitarisme ». Pas d'organisation bureaucratique, mais libre émulation. Venait qui voulait, parlait qui voulait. Je fus secondé pendant ces années par mon fidèle ami Ion Mehedintzeanu qui, atteint d'une maladie incurable, a fini par se suicider en 1929.

Dans mes revues: *Umanitatea* (Yassy, 1920), *Cugetul liber* (Pensée libre, 1927-28) et *Umanitarisme* (Bucarest, 1929-30) j'ai publié des articles signés par des libertaires de toutes nuances, de Roumanie et d'autres pays. Mon « humanitarisme » est lui aussi antiautoritaire, antiétatiste, apolitique et même antipolitique. Il proclame le paci-

fisme intégral, le postulatum individuel et n'ignore pas ce qu'on appelle révolution économique et révolution sociale.

C'est dans l'*Encyclopédie anarchiste* que j'ai exposé amplement la signification de l'humanitarisme. *Principes humanitaristes*, traduits en quatorze langues et dans certains idiomes, ont été publiés également en brochures ou dans des périodiques édités par divers groupes libertaires. Il faudrait une longue bibliographie pour mettre en évidence le bon accueil que j'ai trouvé dans les milieux anarchistes, socialistes-libertaires, individualistes, anarcho-communistes, sans parler des mouvements pacifistes et humanitaires.

Je ne suis donc pas étonné de me voir gratifier du nom d'humanitariste-libertaire — anarchiste-individualiste ou autres qualificatifs analogues. C'est une preuve de l'affinité qui relie cette grande « famille humaine » dont les membres, répandus dans ce vaste monde dominé par l'intolérance et la violence, poursuivent les mêmes buts : la liberté et le développement de l'individu, la justice qui n'est pas fondée sur l'oppression et l'esclavage, la fraternité qui signifie la solidarité sociale et spirituelle de l'humanité qui est, elle aussi, un organisme mondial dont les cellules — les individus — peuvent et doivent vivre, par l'entraide en harmonie créatrice.

C'est dans ce sens que je fais miens ces vœux : « On assure que l'anarchisme ne pourra se réorganiser en Roumanie, ni tout autre mouvement qui ne corresponde pas à l'orientation du despotique régime bolchevick. Il suffit d'observer la lutte clandestine, la résistance contre les oppresseurs que soutiennent les anarchistes en Bulgarie, en Espagne, au Portugal et dans d'autres pays, pour nier la validité de cette affirmation. Malgré le despotisme l'homme aspire toujours à la liberté. Dans les entrailles du peuple vit et s'agite éternellement un sentiment instinctif de répudiation envers ses tyrans. Sur ce sentiment nous basons notre opinion pour déclarer que nous avons confiance dans le revirement du peuple roumain malgré l'action néfaste de la dictature rouge ».

Eugen RELGIS.

(1) Traduction Tito-Livio Bancesco. Ed. Armonia (Buenos-Aires, 1937).

(2) Ed. Reconstruir (Buenos-Aires, 1949).

Autre aspect du drame nord-africain

Depuis quelques temps les Nord-Africains sont à l'ordre du jour Devant l'ampleur du chômage et l'affreuse misère qui en résulte, pour ces travailleurs, des réactions diverses ont eu lieu. Une partie de la population française, par esprit raciste, a pris position contre eux, ce qui a provoqué, à Lyon par exemple, la fondation d'un « Comité de lutte contre le Racisme ».

Déjà dans la *Révolution Prolétarienne* M. Collinet avait donné le résumé d'une série de ses articles parus auparavant dans l'*Aurore* où il signalait la lamentable situation et l'exploitation que subissent les parias venus du nord de l'Afrique.

Certes il est indispensable de prendre la défense de ces déracinés à la recherche de meilleures conditions d'existence et qui s'expatrient pour tenter d'assurer à leur trop nombreuse famille le pain quotidien.

Comme travailleurs ils doivent avoir tous les droits et avantages attachés à la condition ouvrière et je comprend qu'on réclame pour eux les améliorations accordées à leurs camarades français. Aucune autre interprétation ne peut se concevoir. Mais un fait domine le débat.

L'Algérie est une région où la population augmente plus rapidement que les biens consommables, puisque Collinet reconnaît lui-même que la récolte a passé de *cinq* quintaux par habitant en 1872 à *deux* quintaux en 1950. Ceci malgré une culture plus rationnelle du sol, et des rendements supérieurs. Cette situation est donc normale parce que l'extension des terres labourables ne peut suivre celle des naissances.

Au rythme où cette progression se poursuit nul doute que les deux quintaux diminueront encore et que les Nord-Africains côtoieront toujours plus durement l'abîme de la faim.

Auparavant l'Algérie subissait l'implacable loi de Malthus — harmonie entre population et biens de consommation — lorsque le nombre de convives augmentait ou que la sécheresse sévissait. Famine et épidémies mettaient un terme tragique à cette prolifération inconsciente et rétablissaient momentanément l'équilibre

La science et la civilisation ont rompu le cycle, sans pour cela augmenter les ressources alimentaires. Ces malheureux viennent donc mourir de la tuberculose dans d'infects taudis au lieu de mourir de faim sous leur soleil. Ont-ils gagné au change?

La classe ouvrière des pays privilégiés se défend contre les voisins trop prolifiques et trop pauvres. Malgré son internationalisme et dans la mesure où elle sent le danger d'une main-d'œuvre trop abondante qui avilit le marché du travail. Cette politique est logique et il est à craindre que les peuples plus évolués soient contraints à prendre des mesures énergiques contre les marées humaines qui risquent de les submerger et d'aggraver leur situation économique.

Les Nord-Africains échappent à cette contrainte depuis que pour des raisons de recrutement militaire ils ont acquis la qualité de Français. Cela leur a permis d'atténuer leur misère, de ne pas laisser mourir totalement de faim leur famille; mais à quel prix!

D'après Collinet ils seraient 500.000 en France dont un cinquième travaillerait. Demain ils seront un million sans que cela améliore leur situation. Au contraire. Un pays comme le nôtre peut-il se permettre de recevoir un flot d'invités pareil sans danger pour ses propres travailleurs? N'est-il pas déjà démontré que nous ne pouvons leur fournir un travail rémunérateur?

Pour douloureux qu'il soit le problème nord-africain n'est pas une question de sécurité sociale. Il dépasse le cadre des revendications ouvrières pour entrer dans le grand drame de la surpopulation qui ne peut être résolu que par une politique appropriée : la limitation des naissances. Il est temps qu'au lieu de se lamenter sur ces misères ont s'attaque à leurs vraies causes

Hier l'implacable nature imposait un équilibre par des méthodes atroces, c'est à nous de les remplacer par de plus humaines, qui nous ramènent à la natalité contrôlée, si nous ne voulons pas, à notre tour, être victimes de l'inconscience prolifique du prolétariat algérien.

Alphonse BARBE.

MANIÈRES DE VOIR

Brasser les idées, provoquer des controverses sur ces idées, et par cela même rendre le journal vivant, est un des buts de *Contre-courant*. Les articles insérés dans cette rubrique n'auront certes point l'agrément de tous nos lecteurs, mais il ne peut en être autrement si nous voulons avoir dans notre organe un coin réservé à la libre discussion ou à la controverse courtoise.

L'INTÉRIORISME

La mode est à l'engagement. De tous côtés on presse l'individu de s'engager, c'est-à-dire de prendre parti pour un groupe d'hommes — contre les autres.

Quelqu'un ou quelque chose mérite-t-il que nous prenions son parti, donc qu'en fait nous lui sacrifions une part de nous-même? Car s'engager c'est obligatoirement aliéner une partie de soi.

Notre réponse est négative. Nous nous refusons à tout engagement.

Le comportement de la majorité des hommes justifie notre refus. Est-il besoin d'exemples? Les concepts d'égalité et de fraternité n'ont jamais autant montré ce qu'ils sont, une phraséologie électorale, un attrape-nigauds de première grandeur. Et les groupes, religions, partis et autres gangs de s'en réclamer, comme ils se réclament de la liberté — liberté d'opprimer. Les lendemains qui chantent ne sont qu'une action de poète démagogue. Demain? Du sang et de la boue, car là semble être le devenir de l'humanité, chaque jour un peu plus de sang et un peu plus de boue.

Ainsi on convie l'homme à choisir entre les charniers et les tas d'immondices. Boueux mâtiné de coupe-jarret, le bel idéal!

S'engager? A aucun prix.

Nous ne croyons pas qu'il soit encore possible de jeter à bas les monstrueuses machines d'asservissement que sont les institutions des Etats modernes. Trop d'hommes, engagés ou abêtis sans doute les deux ensemble, font preuve d'une telle passivité devant la contrainte que tout espoir en est vain.

Mais, à ceux que le collier blesse, s'ils doivent subir l'oppression, il reste de refuser de composer avec elle.

Aussi, à la conception esclavagiste d'engagement, nous opposons ce que nous appellerons l'intériorisme, c'est-à-dire le repli systématique sur soi-même.

L'intériorisme peut conditionner la vie de l'individu et il serait intéressant de le confronter avec les principales données de la morale habituelle. Sans doute y reviendrons-nous un jour. Mais ici, nous n'en voulons envisager que l'essentiel.

Il n'implique pas la solitude. Le temps des ermites est révolu. Au contraire il y a impossibilité matérielle de vivre seul et les nécessités de l'existence imposent un devoir, celui de respecter la liberté des autres.

Ce devoir s'assortissant du droit absolu de vivre librement en spectateur désintéressé, donc, le cas échéant, du droit de représaille, la seule chose que les coquins et les imbéciles comprennent et craignent.

Il est évident que, quant à l'intériorisme, toutes les autres notions de la morale habituelle, individuelle autant que collective, n'ont qu'une valeur relative. D'ailleurs la vie intérieure offre à l'être intelligent des ressources suffisantes pour que le refus de composer avec le siècle soit non seulement acceptable, mais préférable.

On opposera peut-être à cette conception de l'existence que sa finalité est le suicide — à quoi bon vivre dans un monde qui ressemble de plus en plus à une prison s'il est impossible de rompre le cercle?

Nous ne le pensons pas. Le suicide ne peut apparaître comme une nécessité que le jour où s'impose une certitude d'impossibilité de vivre valablement telle que l'incertain semble alors préférable.

Note sur le suicide. — Pour l'intériorisme le suicide par cause pathologique ne demande aucun commentaire. Celui par refus d'une existence devenue sans intérêt non plus.

Mais de nombreux suicides sont d'un autre ordre: provoqués par l'oppression — suicides gratuits. Là, la victime se supprime et l'oppresseur triomphe.

Pure stupidité.

La rat forcé dans son trou mord avant d'être tué. Il faut faire de même — par instinct, par équité. Ainsi, entre la menace et la morsure se rétablit la balance.

Beaucoup, qui aiment opprimer, préfèrent leur peau et ce qu'elle contient. Que l'opprimé se défende donc. Et s'il meurt, que nul ne triomphe sur sa tombe.

Notre mort n'est pas gratuite.

Gustave-A. DASSONVILLE.

Cet article constitue une prise de position dans l'attente de la parution prochaine d'un essai qui paraîtra sous ce titre.

Un épisode de l'action anarchiste au siècle dernier

En 1877 l'ancien royaume des Deux-Siciles était désolé par une misère épouvantable. Les paysans — tout comme de nos jours d'ailleurs où des grèves agraires éclatent de façon sporadique dans ces régions — désertaient cette contrée au sol ingrat où ils vivaient plus que chichement du maigre, trop maigre produit de leur labeur.

A ce moment, — l'Italie ayant été visitée par Bakounine, puissant et convaincant agitateur, — le mouvement anarchiste transalpin prenait forme sous l'impulsion d'un riche propriétaire, Carlo Cafiero, qui avait consacré sa fortune à cette cause qu'il estimait juste, et de quelques-uns de ses compagnons dont Errico Malatesta qui fut, lui aussi, une grande figure de l'anarchisme italien, Capo d'Istria et quelques autres.

Tempéraments fougueux et intrépides, disciples du Russe fameux, barricadier et amateur de « coups de main », de putsch dirait-on de nos jours, Cafiero et Malatesta décident de tenter une action dont ils escomptent le succès et qu'ils espèrent voir gagner tout le pays.

Réunis à une vingtaine dans une masure des environs du village de San-Lupo, près de Benevent, ils choisissent la nuit du 6 avril pour tenter leur chance.

Le secret n'avait pas été gardé de manière suffisante. Les parlotes ont trop souvent des échos extérieurs et les révolutionnaires n'ont pas toujours la prudence désirable.

Tant et si bien qu'une compagnie de carabiniers, postée aux alentours, tenta de s'opposer à la marche décidée des conjurés. Un échange de coups de feu permit à ceux-ci d'obtenir le passage et dès le matin les habitants du village de Letino sont stupéfaits de l'apparition de cette singulière troupe précédée d'un drapeau rouge dont celui qui paraît en être le chef arbore une écharpe de même couleur.

S'emparer de la mairie sans coup férir est chose facile, la force publique ayant fui. Une décharge est donnée au conseil municipal qui craint les conséquences d'un événement aussi sensationnel : « Nous soussignés, déclarons avoir occupé le municipe de Letino, à main armée, au nom de la révolution sociale. » Puis on décide de procéder au partage immédiat des terres.

Les autorités religieuses ayant — surtout à cette époque — quelque influence dans ces milieux de paysans pauvres, Cafiero décide de les neutraliser. Il se rend au presbytère et explique au curé Forlini qu'il a l'intention d'établir dans son village l'égalité et qu'il va procéder à un partage des biens fonciers. A sa grande surprise il trouve en la personne de ce prêtre sinon un adepte du moins un individu compréhensif et bon. « Mais c'est la vraie doctrine de l'Evangile », réplique-t-il et il suit l'anarchiste sur la place publique où sont rassemblées ses ouailles et appuie la thèse du révolutionnaire de ses conseils personnels.

L'enthousiasme s'empare de la population. On déménage la mairie: papiers publics, titres domaniaux, fonds communaux, caisse du percepteur sont rassemblés. Papiers et titres sont brûlés en grande pompe, l'argent distribué et quelques armes appartenant à la garde nationale réparties entre les volontaires prêts à participer à une expérience plus étendue.

Le lendemain on marche sur Gallo. Là le curé Tamburini, au courant des événements de Letino, appuie également l'action des révoltés. « N'ayez pas peur enfants, *dit-il aux paysans qu'il a rassemblés*, ce sont de bons garçons qui viennent renverser le gouvernement et partager les terres. » Mêmes procédés qu'à Letino: destruction des titres et états civils, distribution des fonds d'Etat, pas de violences aux personnes, allégresse générale.

Malheureusement les troupes royales alertées intervinrent après quatre jours d'occupation des villages. Pour éviter toute effusion de sang et aussi devant des forces supérieures en nombre les anarchistes se retirèrent dans les bois où ils menèrent une lutte de partisans. Vaincus par l'hiver, rigoureux cette année-là, par la faim aussi, ils durent se rendre après une résistance qui dura huit mois.

En août 1878 ils comparurent devant la cour d'assises de Benevent flanqués des curés Forlini et Tamburini qui ne s'étaient pas opposés à leur exploit. Ils furent l'objet de la sympathie des populations acccourues tant et si bien que les juges prirent prétexte d'une amnistie proclamée lors de l'avènement du roi Humbert Ier pour les relaxer. Le gouvernement protesta, menaça de supprimer les jurys, puis renonça à jouer les croquemitaines.

Cette petite épopée pacifique se termina donc sans dommage.

Bienheureuses années 1877-1878!

L'Histoire Mondiale de l'Anarchisme dont est tiré ce récit et qui a vu sortir son premier fascicule l'année dernière subit un retard regrettable certes mais inévitable à cause du travail énorme que procure à l'auteur l'édition de *Contre-courant*. Ce dernier espère durant les vacances mettre au point le second fascicule, qui est aux trois quarts composé, et le mettre à la disposition des lecteurs à la rentrée soit octobre-novembre. Armons-nous donc, les uns et les autres, de patience.

Notre correspondance...

ECHOS DU « TEMOIGNAGE ALGERIEN »

Cher ami. — N'ayant pas eu le temps de répondre à ta demande de renseignements j'attendais une occasion lorsque j'ai reçu *Contre-courant* contenant l'article de Pacemulo. Je ne puis laisser passer cela sans prendre sur mon temps, pourtant très limité, pour y répondre, car il y a contradiction flagrante entre les théories anarchistes et les allégations de Pacemulo.

Tout d'abord ce camarade est photographe ambulant, « véritable école de psychologie », dit-il, je trouve donc étonnant qu'il n'ait vu que criminels, matraqueurs, prostituées, etc... Il y a pourtant des photos à prendre en Algérie, saisissantes de réalisme, photos de gourbis, de la misère, de la mortalité. Il y a des hôpitaux pleins à craquer bien que les Arabes des campagnes soient hostiles aux remèdes hospitaliers. Ce serait plutôt des films qu'il faudrait prendre montrant la vie de ces parias, de ces femmes se prostituant poussées par la faim car l'Arabe, ici, n'est pas le riche possesseur de harem mais un pauvre diable ne gagnant pas suffisamment pour subvenir aux besoins d'une famille, alors que s'étale la vie repue des possesseurs de domaines, fonctionnaires ou créatures qui ont extrait leurs richesses de ces misérables carcasses.

Pacemulo nous parle des crimes, vols, viols qui se commettent tous les jours. Bien sûr mais est-ce l'apanage de l'Algérie? Des pucelles vendues aux Américains. Est-ce que le maquereau n'est pas un article international? Et les pucelles quelque peu frelatées? Et ne connaît-il point des Européens enrichis au marché noir ou blanc?

Parler de « victimes propices » me semble aussi exagéré. A moins qu'il ne s'agisse de défendre ces pauvres parias. En ce cas le danger est réel car la « trique » rentre pour une bonne part dans l'administration du pays.

Comment répondre à l'apologie du système colonial espagnol? A te lire, Pacemulo, on croirait que les « bons » Espagnols ont été victimes d'une agression de la part des Rifains marocains. Et lorsque que tu écris qu'il est triste pour un anarchiste de justifier l'autorité je le conçois aisément car c'est la preuve qu'on a cessé de l'être.

Tu es sûr de voir, en cas de départ, les « Arabes se battre comme des chiens ». Et encore! Que fait-on ailleurs? Qu'ils détruisent les richesses. A quoi ont-elles servi? Routes, barrages, ports à quelques exceptions près, ont été utilisés par les Français comme voies d'accès pour acheminer les richesses vers la « mère-patrie », bonne mère qui ne connaît ses enfants qu'à l'heure du casse-pipe!

Aujourd'hui c'est la peur, la peur de voir ces masses déchaînées appliquer les méthodes qui leur ont été enseignées depuis si longtemps, c'est-à-dire la violence aveugle — car cette masse furieuse ne respectera certainement rien — qui fait que certains de nous sont influencés par l'ambiance générale.

Je crois que Pacemulo s'est un peu laissé aller à l'état d'esprit qui préside aux relations entre indigènes et Européens. Il faut entendre le vulgaire parler des Arabes et les traiter en moins que rien. Ce n'est pas fait pour leur plaire, naturellement. Quant aux relations officielles, bien que très améliorées depuis la dernière guerre, elles restent encore « le cœur à la bouche » et la matraque à la main.

Pour conclure je dirai qu'il est très difficile de donner à présent quelque éducation que ce soit aux peuples arabes. Il est trop tard pour commencer. Cela aurait demandé un siècle. Durant ce siècle ils ont été traités en inférieurs et maintenant on s'étonne de leur insolence, celle qui leur a été inculquée! Ils se sentent forts parce qu'unis dans une haine commune des « roumis ».

Mais le roumi a des arguments frappants. C'est à ce stade que nous nous trouvons.

Ben TOURA.

VUE SUR LE MONDE DU TRAVAIL

PARACHEVEMENT DE LA POLITISATION DE LA C.G.T.

Le récent congrès de la Fédération Cégétiste du Livre à Nice a surpris maints observateurs, dits avertis, par une décision marquant un tournant décisif de cette organisation: le retrait de la Fédération Graphique Internationale Pour les lecteurs insuffisamment informés, il est nécessaire de préciser l'évolution qu'elle indique comme les conséquences qui doivent normalement en découler.

Il était généralement admis que la Fédération du Livre constituait un enclos particulier dans la centrale syndicale stalinienne. Nombre d'adhérents pour sauver à tout prix leur unité corporative avaient fermé les yeux sur l'aggravation de la politisation confédérale. De leur côté les staliniens, pour conserver leur plus vieille fédération d'industrie, avaient toléré que les syndicats du Livre ne tinssent qu'un compte très relatif des mots d'ordre politiques. En conséquence, les tentatives d'autonomie ou de création d'une Fédération Force-Ouvrière se soldèrent à peu près par des échecs.

Tout vient d'être remis en question à Nice par le départ de l'Internationale Corporative; décision qui indique incontestablement que la tolérance par les bonzes confédéraux d'une attitude particulière est périmée.

Cela ne doit pas être une surprise puisqu'on y trouve la correspondance exacte du durcissement tactique communiste décidé par Moscou et dont les consignes d'application ont été apportées dernièrement par le député communiste Billoux. On ne tolèrera maintenant pas plus à la C. G. T. qu'ailleurs de liberté tactique et de contacts impurs. Pour obtenir une obéissance toute militaire aux ordres du Kremlin, on ne peut permettre le fouillis que constituent, pour ces Messieurs, des syndicats discutant librement les mots d'ordre proclamés. Donc, répétons-le, on ne tolèrera plus de contacts impurs et l'adhésion à la vieille Internationale réformiste du Livre en constituait un.

Bien sûr, tous les syndicalistes amis de « contre le courant » ne se faisaient aucune illusion sur elle. Ils connaissaient son réformisme congénital, ses accointances politiciennes et même gouvernementales dans certains pays scandinaves ou flamands. Mais il y avait là des possibilités de discussion, de contacts avec les ouvriers des autres contrées et d'autres corporations. De possibilité aussi parfois d'améliorer la condition des professionnels du Livre et même à l'occasion de propager ses idées. Pour nous, hommes avides de liberté, il faut le dire, cette aimable pourriture semi-bourgeoise semblait bien préférable aux organisations disciplinées appliquant sans discussion les ordres de chefs-valets préparant le régime policier. Car la seconde phase de l'opération va être la création dans le giron de la Fédération Syndicale Mondiale d'une pseudo-Internationale Graphique où, arguant des effectifs des syndicats étatiques de l'Est européen, les Russes feront la loi.

Mais comment le Secrétaire fédéral Ehni a-t-il obtenu à Nice un vote en ce sens? En se servant d'un compte rendu partiellement inexact de la dernière grève des journaux marseillais paru dans la « Revue de l'Internationale Graphique ».

L'inexactitude fut jugée tellement intolérable par notre professeur de vertu qu'il fallait quitter au plus vite l'organisation responsable au surplus politisée, ainsi que l'indiquait la présence d'un ex-ministre dans son sein. Qu'il est donc susceptible!

Il n'y avait pas erreur coupable quant Ambroise Croizat, ministre du gouvernement bourgeois de France, lors des grèves des journaux en 1947, faisait débiter à longueur de journée, à la Radio, des mensonges dignes des pires féodaux de l'industrie sur les salaires et les conditions de travail des grévistes; quand il allait même jusqu'à accuser ces mêmes « prolos » d'avoir pactisé avec les nazis en restant à leur travail pour gagner leur pain (il n'en fut naturellement pas de même pour les métallurgistes de chez Renault ou d'ailleurs...). Mais M. Ambroise Croizat n'était pas un ministre politicien, lui. La preuve, c'est que ses coreligionnaires ont débaptisé la Salle Francisco-Ferrer à la Bourse du Travail de Paris — sans doute Francisco Ferrer aurait-il également été fusillé en Moscovie — pour lui donner son nom. Je pense à ce sujet que les syndicats parisiens du Livre ont manqué à tous leurs devoirs en ne félicitant pas la commission administrative de la Bourse ainsi que l'Union des Syndicats cégétistes, coupables de cette initiative si aimable pour eux. Mais non! On est trop soucieux de jouer les Masaryk au petit pied pour dire quelque chose.

Pour en revenir à notre propos, sur la base même des prétextes niçois d'Ehni, des syndicalistes n'étaient-ils pas beaucoup plus autorisés à se séparer de la C. G. T. en 1947? Mais ses camarades avaient, eux — à tort ou à raison — le sincère souci de l'unité corporative. Tandis que le départ de la Fédération Française de l'Internationale Graphique n'est que l'aboutissement d'une vieille entreprise. Dès la constitution de la Fédération Syndicale mondiale en 1945 au Palais de Chaillot, les staliniens manœuvrèrent pour juguler ou briser (devant leur résistance) les secrétariats professionnels internationaux.

La leçon à tirer de cette histoire est que les méthodes d'atermoiement ne servent à rien. Les staliniens ne comprenant que la force, il faut réagir vigoureusement. Le referendum décidé en fin de compte par le Congrès sur une affiliation future à une Internationale corporative, referendum accordé quand même pour calmer si possible une émotion certaine, en donnera prochainement l'occasion.

L. SNEP.

TROISIEME LISTE

des abonnés de soutien

81. H. Benoit-Perrier (Paris); 82. S. Enjalbert (Paris); 83. Duval G. (Seine-et-Oise); 84. Bessière (Orne); 85. C. Barbadoro (B.-du-Rh.); 86. Julo (Mayenne); 87. J. Moni (B.-du-Rh.); 88. Rosemylde (Seine); 89. Nouvellon (Afr. du N.); 90. Michaud (Alpes-Maritimes).

91 à 94. Docteur Hellas (Paris); 95. Gravot (S.-et-O.); 96. Rémy Dugne (P.-de-D.); 97. André Comte (S.-et-O.); 98. A. Morin (Paris); 99. Pierre Lentente (Paris); 100. Bonna (Loiret).

101. Roux (Morbihan); 102. Vianey (Paris); 103. Cote Cl. (Allier); 104. Perruchon (Rhône); 105. Guiochet (Bas-Rhin); 106. Maloberti (Seine); 107. Auzonneau (Ch.-Mar.); 108. Roger (Paris); 109. P. Rassinier (S.-et-L.); 110. Mme Colonna (Afr. du Nord). *(à suivre)*

Nous nous excusons une fois de plus mais trop absorbés nous n'avons pu mettre au point parfaitement le premier bilan qui devait paraître dans ce numéro. Ce sera, *certainement* cette fois, pour le prochain numéro.

Service de Librairie

Les prix, indiqués entre parenthèses, s'entendent port payé. Pour plus de sûreté, il est mieux de recommander l'envoi en ajoutant 25 francs à la commande. Certains titres sont en nombre restreint et susceptibles d'être majorés lorsque le stock sera renouvelé. Envoyer les fonds nominalement à Louis LOUVET, 34, *rue des Bergers, Paris-15e* (*Chèque postal:* 880-87 *Paris*).

NOS EDITIONS

LIVRES. — *J. Grave,* La société mourante et l'anarchie (230). - *Séb. Faure,* L'Imposture religieuse (310). - *L. Louvet,* Aux sources de l'anarchie (125). - BROCHURES : *G. Berneri,* La société sans Etat (30). - *Ch.-A. Bontemps,* L'esprit libertaire (15). - *P. Colombani,* La vérité sur la franc-maçonnerie (30). - *A. Lapeyre,* Le Problème espagnol (30). - *P. Lapeyre,* De Gaulle tout nu (30). - *L. Louvet,* Découverte de l'anarchisme (25). - *A. Maille,* Le problème démographique (20). - *J. Vassivière,* La virginité chez la jeune fille (30).

EDITIONS DIVERSES

(après entente avec les éditeurs)

SOCIOLOGIE : *Albert Ch.,* Le Socialisme révolutionnaire (100). - *Bakounine,* Confession (330) ; Dieu et l'Etat (125). - *P. Besnard,* Le monde nouveau, éd. orig. (230) ; L'éthique du syndicalisme (100). - *Ch.-A. Bontemps,* Le démocrate devant l'autorité (135). - *L. Buchner,* Force et matière (285). - *Cafiero,* Abrégé du Capital de Marx (125). - *Cœurderoy,* Jours d'exil, 3 vol., chaque (230). - *Darwin,* Origine des espèces (995). - *Dodel,* Moïse ou Darwin (100). - *Gilles P.,* La grande métamorphose (180). - *Grave J.,* Réformes - Révolution (230). - *Haeckel,* Histoire de la création (470). - *Lacaze-Duthiers,* Visages de ce temps (545). - *Lorulot A.,* Crime et société (330). - *Malon B.,* La morale sociale (230) ; Précis du socialisme (230). - *E. Reclus,* Evolution, révolution et idéal anarchique (230). - *Sergent A.,* Les anarchistes (580). - *Wagner Richard,* La Tétralogie, bible d'un anarchiste (300).

PACIFISME : *Alberny,* Les coupables (200). - *S. Bouillet,* Comment réaliser la paix? (300). - *Bouthoul,* 8.000 traités de paix (280). - *Capy M.,* Une voix de femme dans la mêlée — rare — (330). - *Le Crapouillot,* Histoire de la guerre 1939-45 en 5 fascicules illustrés, chaque (430). - *Ed. Cresson,* Au service de la paix (130). - *Ermenonville,* Juillet 1914 (100). - *Ferrero G.,* Le militarisme (200). - *Hobey* L., La guerre, c'est çà (170). - *Laisant* La barbarie moderne (230). - *Lorulot,* L'Eglise et la guerre (180). - *De Mongelas,* Un plaidoyer allemand (300). - *Patorni A.,* Le rire dans le cimetière (200). - *Pioch G.,* La Paix inconnue et dolente (120). - *Relgis E.,* L'Internationale pacifiste (125) ; Lettres sur le pacifisme scientifique (125). - *Rêves E.,* L'anatomie de la paix (230). - *Vignon,* La duperie des masques à gaz (125). - *Froger,* La faillite de la guerre (140).

QUESTION SUXUELLE: *E. Armand,* Le symbolisme sexuel (65) - *Bassac P.,* La Fécondation volontaire (650) - *Bodin Louise,* La Syphilis (80) - *J. Marestan,* L'éducation sexuelle (280) - *Rogeat,* Mœurs et Prostitution (330) - *Vigné d'Octon,* La vie et l'amour (245)

RELIGIONS: *Bontemps Ch.-A.,* L'homme devant l'Eglise (230) - *Bossu J.,* L'Eglise et la sorcellerie (90) - ex-abbé *Claraz J.,* La Faillite des religions (230) - *Lorulot A.,* L'Eglise et l'amour (155) ; Pour ou contre l'Eglise (90) ; Pourquoi je suis athée (290) ; Paroles d'un incroyant (180) ; Morale de Croquemitaine (75) ; Sermons de l'abbé Rasibus (230) - *ex-abbé Turmel,* Les religions (180) ; La Bible expliquée (180) ; Dieu (75) - *Han Ryner,* L'Eglise devant ses juges (230) - *Le Foyer,* Le vrai Jésus (75) - *Abbé Gualdi,* Une courtisane au Vatican (230) — *Mac Cabe,* La papauté dans la politique cont. (270) ; Douze ans au monastère (330) - *Mag. Peyronnex;* J'ai été carmélite (280) - *J. Marestan,* L'impudicité religieuse (200) - *Abbé Rasibus,* Aventures d'un Auvergnat à Lourdes (230).

PHILOSOPHIE: *Han Ryner,* Voyages de Psychodore (230) ; La soutane et le veston (240) ; La sagesse qui rit (230) ; Le Sphynx rouge (350) ; Face au public (240). - *La Boétie E.,* Discours sur la servitude volontaire (édition de luxe illustrée) (400). - *Lennoz A.,* Essai sur la société contemporaine (180). - *Stirner Max,* L'unique et sa propriété (375).

ECONOMIE DISTRIBUTIVE: *Aymé-Guerrin,* Socialisme distributif (65). - *Bimien Jean,* Révolution intégrale (140). - *Britel Jean,* Distribuer ou périr (115) ; La foire aux ânes (115). - *Duboin J.,* Libération des hommes par la machine (230) ; Rareté ou abondance (330) ; Demain ou le socialisme de l'abondance (430) ; Economie distributive (130) ; En route vers l'abondance (2 vol.). Ensemble (250) ; Kou l'ahuri (180). - *Claude H.,* De la crise à la guerre (330) ; Nouvel avant-guerre (330). - *Girone J.,* Réformes de structure (120) ; Partager ou périr (130). - *Meredieu G.,* Peut-on sauver la nation? (125). - *Rodrigues G.,* Le droit à la vie (rare) (330). - *Tassigny G.,* Le paquebot des jours perdus (280) ; Les merdophages (280) ; Le jour de la colère (545).

HISTOIRE, BIOGRAPHIES: *Basch Victor,* Silhouettes inactuelles (rare) (230). - *Bossu J.,* Histoire des Borgias (155). - *Dauphin-Meunier,* La commune hongroise et les anarchistes (125). - *Dommanget M.,* La Révolution de 1848 (120) ; Jacques Roux, le curé rouge (120) ; Sylvain Maréchal, l'homme sans dieu (645). - *Galtier-Boissière,* Mon journal pendant l'occupation (380) ; Mon journal depuis la Libération (380) ; Mon journal dans la drôle de paix (380) ; Mon journal dans la grande pagaille (430). - *Han Ryner,* Jeanne d'Arc et sa mère (330) ; Amant et tyran (Vigny) (240) ; Crépuscules (240) ; Dans le mortier (240) ; Songes perdus (240). - *Hem Day,* Souvenirs sur Han Ryner (115). - *Hirsch M.,* Jules Vallès, l'insurgé (200). - *Humbert J.,* E. Humbert (Un néo-malthusien) (400) ; Sébastien Faure (Vie et œuvre) (210). - *Lacaze-Duthiers,* Sous le sceptre d'Anastasie (330) ; Auguste Lumière (165). - *Lecoin L.,* De prison en prison (230). - *Lépine J.,* Babeuf (280). - *Lorulot A.,* Histoire populaire du socialiste mondial (750). - *Louvet L.,* Aux sources de l'anarchie (125) - *Louzon R.,* L'ère de l'impérialisme (115). - *Maitron,* Histoire du mouvement anarchiste en France (1.595). - *Makno N.,* La révolution russe en Ukraine (230). - *Malato Ch.,* Joyeusetés de l'exil (230). - *May L.-Ph.,* Cerventes (115). - *Méric Victor,* Les bandits tragiques (150). - *Porges Et.,* Bakounine (180). - *Sergent A.,* Histoire de l'anarchie (785) ; Un anarchiste de la belle époque (Jacob) (320). - *Voline,* La révolution inconnue (500). - ***, Répression de l'anarchisme en Russie soviétique (trad. Voline) (125). - *Abel J-P.,* L'âge de Caïn (310). - *Cardinne-Petit,* Les otages de la peur (310). - *Jamet Claude,* Fifi-roi (310). - *Paraz A.,* Le gala des vaches (390). - ***, Prisons de l'épuration (330).

Imprimerie spéciale de *Contre-Courant*
34, rue des Bergers, Paris-15e — *Le gérant:* HAINER.